

Écologistes, Citoyens & Solidaires

Élections régionales des 6 et 13 décembre 2015 - Centre-Val de Loire

50 propositions
pour une région
écologique et citoyenne

×

Nature

Bio

Entreprendre

Initiatives

Citoyens

Mobilité

Autrement

Mieux

LIBERTÉ

Résistance

Social

Transition

Démocratie

Écologie

OPEN DATA

Durable

Innovation

Biodiversité

Commun

Coopération

Bien-vivre

Territoires

Santé

Proximité

Circulaire

Participation

Collectif

Liste soutenue par

nouvelle
DONNE

Europe
Écologie
les Verts



5 axes et 50 mesures pour accélérer la transition écologique et sociale de notre région



Les grands défis



p 4-5



Engager la transformation
écologique et sociale de l'économie



p 6-7



Pour des territoires d'initiatives,
de solidarité et de résistances



p 8-9



Renouer des liens avec la nature



p 10-11



Bien vivre ensemble :
émancipation, solidarité, coopération



p 12-13



Avec et pour la jeunesse
Revivifier notre démocratie



p 14-15



Pour un tournant écologique, social et citoyen dans notre Région

En 2010, près de 12% des électeurs avaient voté pour le projet d'une éco-région, ayant permis l'élection de 12 élus écologistes qui ont pu peser sur la majorité issue du second tour, pour que soit engagée la transition écologique et sociale de notre région.

Bien sûr ce bilan n'aurait pas été le même si les écologistes avaient été en position de diriger la Région et si la politique conduite au niveau national, s'était elle aussi inscrite dans cette perspective. Mais nous pouvons être fiers du rôle que nous avons joué dans cette mandature, car nous avons, avec de nombreux citoyens, entamé cette transition écologique.

Aujourd'hui, face aux urgences climatique, économique et sociale, plus que jamais nous devons changer de modèle et accélérer la transition écologique et sociale de notre région. La Conférence Climat qui se tiendra à Paris en novembre prochain, doit être l'occasion d'une forte mobilisation citoyenne pour exercer une pression sur les décideurs politiques et économiques. Mais c'est aussi à l'échelle des collectivités locales que doit être conduit le changement et les Régions ont un rôle majeur à y jouer du fait de leurs compétences et de leur lien avec les acteurs de terrain.

Dans ce contexte, les autres partis vont sans doute faire des déclarations très écologistes. Mais ne nous y trompons pas, on ne pourra pas faire face aux enjeux par un simple coup de peinture verte, en continuant par ailleurs à promouvoir des projets dévastateurs de terres agricoles, une économie consommatrice d'énergie fossile ou encore en donnant la priorité aux routes au détriment du ferroviaire et des circulations douces.

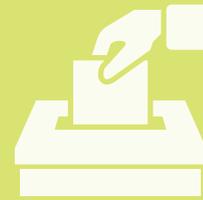
Nos propositions ont été construites avec un souci permanent de cohérence et de recherche de l'utilité sociale et environnementale, pour promouvoir des territoires d'initiatives, de solidarité et de résistances, renouer un lien à la nature et améliorer le bien vivre dans notre région.

Mais nous ne pouvons le faire sans engager également une transition **démocratique**. La démocratie est en souffrance, l'abstention en est un des principaux symptômes. Pour redonner confiance dans l'action publique et celle des élus, il nous faut écouter et entendre, associer et coopérer avec les citoyens : notre programme a été élaboré dans cet esprit depuis plus d'un an. Notre liste soutenue par Nouvelle Donne et EELV est composée de 45% de candidats non engagés dans un parti politique et tous ont signé une charte d'exemplarité et de transparence. C'est le gage d'un véritable renouvellement de la vie politique et d'une démocratie revivifiée.

Le mode de scrutin de ces élections vous permet de faire un véritable choix au premier tour et un vote de conviction, celui qui permettra à notre région de prendre le **tournant écologique, social et citoyen**.

**LE 6 DÉCEMBRE,
VOTEZ POUR LA LISTE ÉCOLOGISTES, CITOYENS ET SOLIDAIRES**

Charles Fournier, candidat à la présidence de la Région



**Les régionales :
l'élection qui permet le
mieux l'expression des
différentes sensibilités
politiques**

Le 1^{er} tour permet à chaque sensibilité politique de présenter son projet aux électeurs. Les listes ayant recueilli au moins 10% des suffrages exprimés peuvent se maintenir au second tour, celles ayant obtenu en 5 et 10% peuvent fusionner avec une liste qui se maintient.

25% des sièges sont attribués à la liste qui arrive en tête au second tour, le reste est réparti proportionnellement au résultat du second tour.



«L'alliance EELV - Nouvelle Donne constitue la seule alternative crédible pour répondre aux enjeux actuels : les crises démocratique et climatique.»

Fabrice Van Borren,
coordinateur régional
Nouvelle Donne

Premier grand défi

Agir pour l'égalité

Les inégalités en Région Centre-Val de Loire demeurent insoutenables : que l'on soit femme ou homme, d'origine étrangère ou pas, que l'on habite un centre-ville ou un quartier éloigné ou un village isolé, les possibilités d'accès à la culture, à une formation ou un emploi sont extrêmement variables. Sans compter qu'à emploi égal, les écarts de salaires peuvent être très importants.

L'augmentation du prix de l'énergie renforce en outre les inégalités territoriales et sociales : le prix des logements en centre-ville oblige de nombreux habitants de la région à vivre dans des communes éloignées et mal desservies par les transports collectifs. La part des revenus consacrée à l'énergie pour le chauffage et le transport devient dans bien des cas insoutenable.

Les inégalités s'expriment aussi dans le champ de la santé : déficit d'accès aux soins dans les déserts médicaux, mais aussi inégalité d'accès à une alimentation de qualité ou à un habitat «sain». En effet, les produits de l'agriculture biologique demeurent plus chers que ceux de l'agriculture conventionnelle (par ailleurs fortement subventionnée). De plus, ce sont souvent les populations les plus précaires qui habitent dans les territoires et les logements les plus vétustes ou pollués.

Toutes nos mesures ont été construites avec cette volonté d'agir très concrètement pour l'égalité dans l'emploi, la formation, la santé, la culture et le sport, l'habitat et la mobilité... Celles qui agissent directement sur l'égalité sont identifiées par ce symbole.



Deuxième grand défi

Faire face au dérèglement climatique

Pour contribuer à limiter la hausse des températures moyennes sur Terre à 2°C, notre Région doit diviser par deux ses émissions de gaz à effet de serre en 2030 (par rapport à 2010). Pour cela, nous devons faire évoluer toutes les politiques de la Région. Elles devront promouvoir la sobriété (les changements de comportement individuel et collectif), l'efficacité énergétique (des systèmes plus efficaces et moins consommateurs), et enfin développer les énergies renouvelables. Ce changement de modèle permettra à la Région de sortir progressivement des énergies fossiles et nucléaires et favorisera un mieux vivre pour les habitants

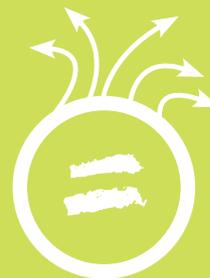
Les émissions de gaz à effet de serre du territoire régional proviennent de quatre

L'écologie pour transformer nos industrie :
21% des emplois de la filière énergie dans les EnR. 15% des métiers sont verts ou verdissants sur le territoire régional.



secteurs, à peu près à part égale, sur lesquels l'effort de transition doit porter : les logements et bâtiments, l'industrie, l'agriculture, le transport.

L'effort d'isolation des logements et bâtiments publics et privés sera intensifié. Les PME seront accompagnées pour réduire émissions de gaz à effet de serre et consommation d'énergie. Les aides à l'agriculture seront réorientées pour favoriser les systèmes de production les moins émissifs, en particulier l'agriculture biologique. Les règles d'aménagement et les contrats territoriaux privilégieront les déplacements à pied, en vélo et en transport collectif. La Région investira dans le développement des énergies renouvelables : bois-énergie, solaire, vent, géothermie...



réouvertures de ligne TER en cours pour continuer à structurer le réseau



58

Maisons de santé pluridisciplinaires financées par la Région



Benoît Faucheu
 Candidat tête de liste dans l'Indre-et-Loire

« La transition énergétique est intimement liée à la justice sociale. Nous ne pourrions réussir l'une sans l'autre. »



emplois potentiels dans la transition énergétique d'ici 2020



L'agriculture bio crée 2 fois plus d'emplois que l'agriculture conventionnelle

01

Construire un Service Public Citoyen de l'Énergie

- ◆ Accompagner les habitants pour trouver les financements et réaliser les travaux d'isolation de leur logement avec un dispositif renforcé pour les ménages en précarité énergétique.
- ◆ Mettre à disposition des collectivités locales et des PME, l'expertise nécessaire pour préparer leur projet de transition énergétique.
- ◆ Mettre en place des plateformes locales de rénovation énergétique, regroupant les artisans d'un même territoire pour leur permettre de répondre à des appels d'offre.
- ◆ Doubler les financements pour les travaux d'efficacité énergétique dans les lycées : 30 millions d'euros par an. Toutes les nouvelles constructions financées par la Région (lycées, CFA...) devront être à énergie positive.
- ◆ Financer le développement de coopératives citoyennes et de Sociétés d'Économie Mixte pour la production d'énergie renouvelable. Les bénéfices de ces sociétés seront réinvestis dans des opérations d'isolation de logements.
- ◆ S'opposer à la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires au-delà de 40 ans et mettre en place une filière de démantèlement.

Troisième grand défi Revivifier la démocratie

Les défis de l'égalité et de la transition énergétique ne pourront être relevés sans que celui de la démocratie le soit également.

L'action publique tout comme celle des élus, ne peuvent plus être conduites sans associer les citoyens ; être à l'écoute de vos vies quotidiennes et de vos difficultés, accompagner vos initiatives pour les concrétiser mais aussi accepter vos désaccords et vous donner les moyens de les exprimer.

Cette démocratie permet de construire l'intérêt général et de ne pas céder aux intérêts particuliers, le débat public fait progresser citoyens et élus dans cette construction de politiques d'utilité collective.

Relever ce défi, revient à vouloir davantage travailler avec les réseaux et acteurs de la société civile, tout au long de

l'exercice de la responsabilité qui nous est confiée. C'est aussi cette responsabilité que nous devons partager.

Enfin, relever ce défi supposera de nous inscrire dans une plus grande proximité avec les territoires de vie des habitants de la Région, une présence plus active des élus et services dans ces espaces où se construisent les initiatives. En amont pour comprendre le sens des projets portés par les citoyens, en accompagnement pour les rendre possibles et en aval pour en tirer toutes les conséquences pour la définition des politiques conduites.

C'est en relevant ce défi, que nous pourrons agir profondément pour redonner sens à la vie politique, pour que les partis évoluent dans leurs pratiques et pour que la confiance des électeurs soit retrouvée.

55,12% d'abstention aux Européennes dans notre région



100% renouvelable

Sur la base du travail prospectif de l'association Virage Énergie Centre-Val de Loire, notre territoire régional doit se donner l'objectif de fonctionner à 100 % avec les énergies renouvelables à l'horizon 2050.

À consulter en ligne liencs.fr/virage_energie



153 communes menacées par la pollution de l'eau

8% de la population régionale

171 communes menacées par la qualité de l'air

46% de la population régionale



340 projets de développement rural avec plus de 100 initiatives de développement

Engager la Transition écologique et sociale de l'économie

La réorientation de l'économie régionale vers un modèle durable, au service des générations présentes et futures, est notre priorité. Le système économique actuel est destructeur de notre environnement, générateur de pauvreté et basé sur l'illusion d'une croissance illimitée dans un monde fini. Dès le début du mandat la Région organisera une réflexion collective sur la transition écologique et sociale de son économie.

Les défis à relever sont autant d'opportunités pour développer une économie qui favorise la qualité de nos vies et le dynamisme de nos territoires : innovations dans les formes de production, de distribution et de consommation au profit du plus grand nombre.

Pour résister aux crises de la mondialisation, le tissu socio-économique local doit être renforcé, grâce à des activités relocalisées, diversifiées et tirant davantage partie des ressources renouvelables du territoire : circuits courts, agriculture paysanne et biologique, éco-construction, production d'énergie partagée, etc. On pourra ainsi développer des activités et des emplois plus durables dans des territoires plus résilients et plus autonomes.

Face à la raréfaction des ressources et à l'accumulation de déchets et de pollutions, nous devons développer l'économie circulaire (réutilisation, réparation, recyclage). Face à une économie de la compétition, nous privilégierions la coopération basée sur la solidarité, le partage, l'équité au niveau local comme à l'international. Un « entreprendre autrement » sera aussi encouragé notamment en s'appuyant sur les possibilités offertes par l'économie numérique coopérative.

Nous mettrons l'emploi et la formation au cœur des préoccupations car les filières de demain nécessitent de nouveaux emplois pour de nouveaux métiers et donc des reconversions à accompagner. Une politique du temps libéré sera encouragée et nous veillerons également à préserver la santé au travail et à promouvoir le dialogue social.



Christelle De Crémiers
Candidate tête de liste dans le Loiret

« L'écologie est une chance pour l'économie, pour l'économie post-croissance, celle qui promeut l'égalité et la qualité de vie pour toutes et tous. »

01 Organiser dès 2016 des États Régionaux de la Transition Écologique et Sociale pour définir les contours de l'économie régionale de demain avec les acteurs de l'économie, les associations et les syndicats.

02 Sur cette base, réorienter les aides aux entreprises vers la transition écologique et sociale : économie circulaire dans l'industrie, activités nouvelles issues de la transition. Ces aides seront soumises à des conditions sociales (emploi, santé et bien-être au travail, égalité femmes-hommes, formation) et seront mis en place des contrats de transition écologique et sociale pour les PME-PMI.

03 30% des aides économiques orientées vers l'Économie Solidaire, notamment en faveur de l'emploi associatif (financements pluriannuels, caisse mutualisée pour faire face aux difficultés, centre régional et de promotion de la vie associative et du bénévolat). Soutenir des Projets Territoriaux de Coopération Économique pour qu'il y en ait un dans chaque bassin de vie à la fin de la mandature.

04 Créer des maisons des circuits courts, pôles d'animation et de soutien aux initiatives de l'économie locale. Ces maisons permettront de soutenir des initiatives pour des filières économiques alternatives.

05 Orienter l'offre de formation professionnelle et d'apprentissage en faveur des filières vertes : construction de filières de formation aux métiers, et création d'une 'école supérieure de la transition écologique'. Abonder le Compte Personnel de Formation pour se former ou se reconvertir dans une filière écologique.

06 Bonifier les crédits pour l'innovation en faveur des solutions écologiques et pour des partenariats chercheurs-citoyens sur des projets d'intérêt sociétal.

07 Créer un fonds régional d'investissement pour la transition mobilisant l'épargne citoyenne.

08 Développer une offre touristique familiale et de loisirs pour tous, fondée sur les atouts culturels et naturels de nos territoires : itinéraires de randonnées (Loire à Vélo, etc.), réseau d'auberges de jeunesse, élargissement de l'offre train-vélo Loire...

09 Soutenir les expérimentations de monnaie locale.

30%

Nous consacrerons 30 % du budget au soutien à l'économie sociale et solidaire, en comptant les CAP Asso.



Utilité sociale et environnementale

Vérification constante de l'utilité sociale et environnementale des aides versées aux entreprises ainsi que leurs éventuels « effets d'aubaine ».



8 véloroutes

Développement du réseau cyclable à vocation touristique, au-delà de la « Loire à vélo » en soutenant 8 véloroutes et de nombreuses boucles.

Territoires

d'initiatives, solidaires, de résistances

Les territoires de notre région sont les lieux où nous vivons, où nous agissons collectivement et où se construisent les solidarités. Ce sont des campagnes, des villes, des patrimoines naturels et culturels dont nous avons hérités et à partir desquels nous tissons des liens et nous construisons le monde que nous destinons à nos enfants.

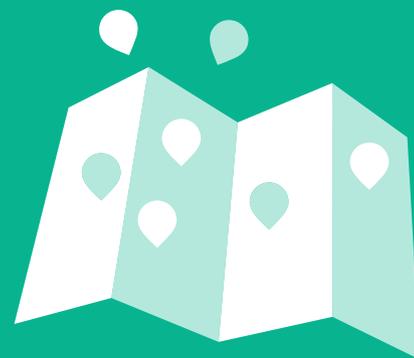
Mais les transformations socio-économiques des dernières décennies les ont mis à mal. Ils sont trop souvent devenus des espaces abstraits, des périphéries, des campagnes ou des quartiers dégradés et délaissés, des terres épuisées. Et les relations sociales que nous y entretenons se dissolvent dans le repli sur soi ou le simple rapport marchand.

Pourtant ils fourmillent d'initiatives et de coopérations qui valorisent les ressources locales, et investissent de nouveaux savoirs et partenariats redonnant du sens à nos vies, et permettant de gagner en autonomie et en qualité de vie.

Demain la Région amplifiera ce mouvement pour mettre en valeur les spécificités et la diversité de nos territoires. Les services publics locaux seront améliorés, sur la base des besoins exprimés par les habitants, en particulier en direction des plus fragiles.

Demain la Région renforcera sa cohésion en facilitant les déplacements grâce à l'amélioration du service TER, au développement des intermodalités (train, vélo, bus, voiture...) et à une tarification accessible participant également aux luttes contre le changement climatique et les pollutions de l'air.

Demain la Région passera de la compétition à la solidarité entre ses territoires et participera aussi à leur ouverture sur le monde grâce à la coopération internationale.



Michelle Rivet
Candidate tête
de liste dans le
Cher

« Les territoires ont le visage de ceux qui y habitent, qui les fréquentent, qui portent la mémoire des lieux, l'art de vivre, les savoir-faire et surtout ceux qui les ouvrent et les mettent en mouvement. »

01

Mettre en place 'ID en ville', sur le modèle des 'ID en campagne' initiés depuis 2011 par les élus écologistes, pour soutenir et susciter des initiatives citoyennes.

02

Soutenir la ruralité : accès au Très Haut Débit, développement des équipements de santé, soutien à des projets locaux de coopération pour une nouvelle économie rurale, maintien des commerces et services.

03

Affirmer le caractère public du transport régional, y compris dans la perspective du transfert en 2017 des lignes de cars départementales, mais engager un vrai rapport de force avec la SNCF pour en finir avec la dégradation du service TER.

04

Assurer la gratuité des transports scolaires sur l'ensemble du territoire régional à compter de la rentrée 2017.

05

Instaurer la classe unique dans les TER comme cela s'est déjà fait dans d'autres régions.

06

Mettre en place avec toutes les agglomérations une carte de transport unique qui regroupera à un tarif accessible les abonnements quotidiens à une ligne régionale (train ou autocar) et aux réseaux de transport urbain.

07

Consacrer au moins 10 % des financements accordés aux Pays et aux Agglomérations pour le développement des circulations douces (marche, vélo), des transports en commun et des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (covoiturage, autopartage, transport à la demande).

08

Conforter dans les contrats avec les Pays et agglos, l'obligation de consacrer au moins 15% du budget à l'efficacité énergétique et passer de 5 à 10% cette obligation pour les actions en faveur de la biodiversité.

09

Créer un Établissement Public Foncier Régional afin de constituer des réserves foncières stratégiques (lutte contre l'étalement urbain, préservation de terres agricoles, préservation d'espaces naturels, logements et mixité sociale...).

10

Doubler le budget de la coopération décentralisée : priorité aux projets répondant aux enjeux planétaires, soutenant les luttes sociales et environnementales dans les pays en développement, et les échanges interculturels.



thns+
TRAIN À HAUT NIVEAU DE SERVICE

Plutôt que de nouvelles lignes TGV (POCL), mettre en place une nouvelle approche de la desserte ferroviaire avec le THNS. Dessertes fréquentes, confort, tarification abordable : le THNS, c'est une nouvelle vision de l'aménagement du territoire.

À consulter en ligne destrainspourtous.fr



Non à Ryanair
Pas de financements à Tours comme à Châteauroux pour les compagnies aériennes low-cost.



Halte au «tout voiture»
Non à la mise en concession autoroutière de la RN 154 en Eure-et-Loir, ni les projets de bouclage du périphérique de Tours et de la rocade de Bourges.

Renouer des liens avec la nature

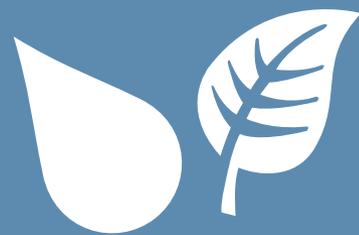
Les politiques publiques mises en place depuis plusieurs décennies considèrent le plus souvent la nature comme une ressource à exploiter pour un développement à court terme, sans en avoir évalué les conséquences à long terme.

Renouer des liens avec la nature, c'est comprendre que l'ensemble de nos activités impacte la qualité de l'eau, de l'air et des sols, et que cela porte atteinte à nos vies. L'alimentation étant le besoin premier et vital des êtres humains, une politique responsable de la chaîne alimentaire doit être mise en œuvre, depuis le champ jusqu'à l'assiette !

Renouer des liens avec la nature, c'est préserver la biodiversité et les services qu'elle nous rend. Il faut non seulement en finir avec les projets destructeurs, mais aussi essayer de réparer les lourds dégâts déjà occasionnés. Cela suppose de renforcer les programmes de conservation de cette biodiversité (Schéma Régional de Cohérence Écologique, Contrats de Rivières, etc.) et d'assurer réellement leur mise en œuvre.

Renouer les liens avec la nature, c'est s'engager dans une politique de prévention des risques, notamment le risque d'inondation. Il faut repenser la relation entre l'homme et son environnement.

Renouer les liens avec la nature, c'est permettre une appropriation des enjeux environnementaux par tous, en s'appuyant notamment sur les associations de protection de la nature et de l'éducation à l'environnement.



Caroline Gauthier
Candidate tête de liste dans l'Indre

« Renouer les liens avec la nature c'est aussi permettre une vie collective apaisée et pour chacun plus de sérénité. »

01

Développer des Projets Alimentaires Territoriaux afin de relocaliser les circuits alimentaires : produire et manger localement une nourriture de qualité. Cela permettra de démocratiser l'accès au bio en particulier pour l'approvisionnement de la restauration collective.



02

Réorienter les aides aux paysans et soutenir les réseaux qui travaillent réellement pour accélérer la croissance des surfaces cultivées en agriculture biologique, soutenir des fermes à taille humaine, restaurer la variété des productions à l'échelle de chaque bassin de vie, défendre les emplois paysans.

03

Promouvoir une région sans OGM et susciter une mobilisation citoyenne sur la qualité alimentaire et sur le rapport équilibre alimentaire-santé : un 'Défi alimentation' sur le modèle du 'Défi pour le climat'.

04

Mettre en place un plan abeilles, incluant un dispositif coordonné et gratuit d'éradication des nids de frelons asiatiques. Permettre un retour de la nature dans les villes et les villages en aidant les communes à passer au 'zéro pesticide' avant 2017.

05

Protéger les milieux naturels et les espèces, y compris la nature dite 'ordinaire', et rétablir les corridors écologiques. La lutte contre la perte de biodiversité doit imprégner toutes les politiques régionales.

06

Étudier et concrétiser la création de nouveaux Parcs Naturels Régionaux : Sologne, Sancerre, Gatinais.

07

Généraliser les Contrats de Rivière à tout le territoire régional. Soutenir financièrement les actions qui permettent de réduire la vulnérabilité en cas de crue majeure.

08

Aménager des espaces de promenade et de baignade au bord des fleuves et rivières domaniales, pour une réappropriation par les habitants de ces espaces naturels.

09

Favoriser le développement de projets d'éducation à l'environnement et au développement durable pour toutes et tous.



X2

Nous doublerons le budget de l'Écopôle, qui fédère les acteurs associatifs régionaux autour d'un projet commun de sensibilisation et de connaissance de l'environnement et de la biodiversité.



Nous mettrons en place un Projet Alimentaire Territorial à l'échelle de chacun des 23 bassins de vie de la région.

~~OGM~~

La Région Centre-Val de Loire demeurera opposée à toute mise en place sur son territoire de cultures OGM en milieu non confiné, qu'elles soient destinées à la production ou à l'expérimentation.

"Bien vivre" ensemble :

émancipation,
coopération,
solidarité

À travers ses politiques éducatives, culturelles, sportives ou de santé, la Région peut favoriser la qualité de vie au quotidien et l'épanouissement personnel. Pour comprendre la société dans laquelle nous vivons, s'y adapter, anticiper ses mutations la formation d'esprit critique est nécessaire.

L'acquisition indispensable de compétences professionnelles n'est pas la seule finalité d'un parcours de formation. La découverte de l'« autre » en est une autre : découvrir qu'il existe des visions du monde différentes, d'autres formes d'organisations culturelles et sociales, ou encore prendre conscience que l'on peut consommer autrement et apprendre à « faire ensemble », à « jouer collectif ».

Les arts et la culture jouent un rôle primordial dans cette ouverture à la différence, dans cette appréhension de la diversité des perceptions. Ils permettent de s'émanciper des discours d'exclusion et de repli sur soi qui se développent aujourd'hui avec la crise sociale, l'isolement, et la frustration. Il faut redonner à toutes et à tous une capacité d'émerveillement et de curiosité au monde qui garantit notre capacité à vivre ensemble.

« Bien vivre », c'est aussi un corps sain dans un environnement sain. L'utilisation des pesticides dans les champs, la pollution de l'eau, et plus globalement l'ensemble de ce qui perturbe notre santé, deviennent des préoccupations majeures pour nos concitoyens. Aussi le sujet des pollutions environnementales doit-il être au cœur des préoccupations.



**Mohamed
Bougafer**
Candidat
tête de liste
dans l'Eure-et-Loir

« Il nous faut reconstruire un cadre de vie assaini, propice aux pratiques récréatives, festives et sportives en lien avec la nature, les paysages et le patrimoine. »

ÉDUCATION - Lycées, CFA, Enseignement supérieur

01 Promouvoir des éco-lycées : tendre vers le 100% 'Bio et local' dans la restauration scolaire, doubler les crédits pour la rénovation énergétique et généraliser les équipes de maintenance thermique sur tous les territoires.

02 Renforcer l'action éducative auprès des lycées : mettre en place des budgets participatifs, développer une culture numérique : prévention, capacité critique et créativité. Améliorer et articuler les dispositifs : agenda 21, lycéens citoyens, cit'lycée, Trans'europe centre et aux arts lycéens.

03 Cit'Fac : sur le modèle de Cit'lycée, soutenir des initiatives étudiantes ouvertes sur la société. Créer des espaces de vie étudiante pour la rencontre, le travail et la culture.

CULTURE

04 Soutenir l'expérimentation de projets culturels basés sur les principes de l'Économie Sociale et Solidaire.

05 Soutenir des projets culturels itinérants pour une offre accessible à tous, financer les tiers-lieux culturels, particulièrement en milieu rural. 

06 Culture et nature : Essayons le festival des Jardins de Chaumont ! Permettons à des associations et/ou à des collectivités de développer sur leur territoire, des événements liant projets artistiques et jardins remarquables en lien avec les habitants, 

SANTÉ

07 Financer des études épidémiologiques sur la relation entre la dégradation de l'environnement et l'impact sur la santé.

08 Renforcer la prévention santé et intégrer les médecines alternatives dans les Maisons pluridisciplinaires de santé. Envisager si nécessaire des médecins salariés.

09 Engager une mobilisation pour obtenir du gouvernement et du parlement une répartition équilibrée des services de santé publics (hôpitaux) ou privés (médecins généralistes et spécialistes). 

SPORTS

10 Élargir le chéquier CLARC à la pratique du sport notamment pour le financement de licenciés sportives. Promouvoir l'égalité dans les pratiques sportives.

11 Développer le sport féminin, faciliter la pratique des personnes en situation de handicap, celle des familles aux revenus modestes... 

30

millions d'euros

C'est le budget annuel que nous consacrerons aux investissements en faveur de l'efficacité énergétique dans les lycées, soit 150 millions sur 5 ans.



Afin de développer les pratiques et les enseignements artistiques, nous revaloriserons le dispositif « Aux Arts, lycéens et apprentis ! », dont le budget annuel sera porté à 800 000 €.



Ne plus financer les sports motorisés.

AVEC ET POUR la jeunesse



Les questions de jeunesse traversent l'ensemble des politiques publiques de la région : éducation, culture, sport, économie, formation, mobilité, santé...

Nous pouvons accompagner les jeunes dans des parcours de réussite aux côtés des acteurs de la communauté éducative. Nos réponses doivent prendre en considération toutes les jeunesses, celle qui étudie, celle qui décroche, celle qui travaille, celle qui connaît la précarité et le chômage. C'est donc avec le souci d'une totale solidarité, que la Région doit également agir pour l'amélioration de leurs conditions de vie, pour un accès à la formation et à l'emploi.

Les images véhiculées au travers des médias et des discours politiques tendent plutôt à vouloir « traiter les problèmes de la jeunesse » qu'à imaginer la manière dont il est possible de construire avec les jeunes des réponses à leurs préoccupations. Faire le pari de la jeunesse, c'est faire avec les jeunes plus que pour les jeunes, c'est leur laisser de la place et ne pas seulement leur demander de la gagner, c'est reconnaître leurs projets, leurs questionnements et leur capacité d'engagement. Nos propositions portent ces ambitions : l'émancipation, la place accordée, la solidarité et la coopération.

01 Dialogue : conforter la conférence régionale de la jeunesse et associer les conseils de jeunes des territoires à la réflexion sur les politiques régionales pour la jeunesse, soutenir les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire dans leurs missions d'expression de la demande sociale des jeunes.

02 Lutte contre le décrochage et la précarité : généraliser la garantie jeunesse (engagement d'offrir un stage, une formation ou un emploi dans les quatre mois suivant la déscolarisation ou la perte d'emploi). 

03 Transition vers l'emploi : mettre en place dans les territoires, des plateformes d'accès à des expériences transitoires vers l'emploi : faciliter l'accès aux stages, aux expériences de volontariat et de solidarité, aux montages de projets.

04 Citoyenneté et autonomie : mettre en place avec les lycées et les mouvements d'éducation populaire, une semaine d'éducation citoyenne pour tous les élèves de seconde (après l'arrêt des cours en juin) : réalisation de projets collectifs, rencontre avec des acteurs locaux, éducation à l'usage numérique et aux médias... 

05 Vie quotidienne : mettre en place un tarif unique TER Centre pour les jeunes de moins de 26 ans : 8 € pour les trajets occasionnels ou 15 € pour un aller-retour. Soutenir l'habitat autonome des jeunes, par exemple des projets d'habitats groupés.

06 Initiatives et engagements : lancer un appel à projets « les jeunes s'engagent pour le climat », bonifier les subventions Id en campagne et Id en ville pour les projets associant des jeunes.

Revivifier notre démocratie

Notre démocratie n'est pas bien portante. Face à la machine institutionnelle, le citoyen se sent souvent privé de son pouvoir d'initiative ou de décision, au profit d'experts dont les avis ne seraient pas contestables. La crise démocratique se caractérise par la croissance de l'abstention lors des élections : un nombre grandissant de citoyens est en train de perdre confiance dans notre système de prise de décision et dans les élus.

La transition écologique, sociale que nous appelons de nos vœux sera aussi démocratique. Sans les citoyens, nous ne pourrions réussir. Pour nous, à l'échelle de la Région, le bassin de vie est l'espace vécu dans lequel cette démocratie peut être la plus efficace. C'est à cette échelle que la transition écologique et sociale a déjà commencé, grâce à de nombreuses initiatives citoyennes.

01 Mettre en place dans chaque Bassin de Vie des Conseils Citoyens composés à 50 % de citoyens tirés au sort pour débattre des orientations d'aménagement et des projets portés par la Région.

02 Développer des comités d'usagers dans la culture, l'environnement, les transports, la vie associative... pour reconnaître l'expertise des utilisateurs, améliorer le dialogue dans la gestion des services publics et pour la co-construction des politiques régionales.

03 Instaurer un droit d'initiative citoyenne : obligation d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil Régional une question ou une proposition, si elle a recueilli 20 000 signataires.

04 Créer un fonds régional pour la contre-expertise citoyenne : pour permettre aux citoyens de financer des contre-expertises indépendantes afin de vérifier que les projets d'infrastructures et industriels ne constituent pas une menace pour eux-mêmes ou leur environnement.



Charles Fournier
Candidat
à la présidence
de la Région,
tête de liste
dans le Loir-et-Cher

« Nous avons construit notre projet avec des collectifs de citoyens, nous mettrons en œuvre nos propositions dans un dialogue permanent avec les habitant(e)s de la Région. »

Une charte d'exemplarité
et de transparence signée
par nos 89 candidats
À consulter en ligne
liencs.fr/CharteEELVND



Écologistes, Citoyens & Solidaires

Avec Charles Fournier



16 bis place de la Victoire 37000 Tours - 09 84 40 96 67

Liste soutenue par



campagne.eelvcentrevaleloire@gmail.com



[CharlesFournier.EELV](https://www.facebook.com/CharlesFournier.EELV)



charlesfournier-eelv2015.fr



[cfourniereelv](https://twitter.com/cfourniereelv)

